

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse

Bar-le-Duc, le 15 novembre 2022

Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine DURENNE
CS 70542
55 013 Bar-le-Duc Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDILIANS

Route de Maurupt-le-Montois
51 340 Pargny-sur-Saulx

Références : CL/376-2022
Code AIOT : 0006205386

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 octobre 2022 dans l'établissement EDILIANS implanté : La Haie Herlin – 55 800 Revigny-sur-Ornain. L'inspection a été annoncée le 14 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection entre dans le cadre d'une action nationale portant sur les Plans de Gestion des Déchets (PGD) des industries extractives.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDILIANS
- La Haie Herlin 55 800 Revigny-sur-Ornain
- Code AIOT : 0006205386
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Edilians exploite une carrière à ciel ouvert d'argile sur le territoire de la commune de Revigny-sur-Ornain. Elle est autorisée par arrêté préfectoral n° 2000-261 du 11 février 2000 à extraire 200 000 t/an en moyenne d'argile.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de Gestion des Déchets de carrière

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'extraction d'argile sur le site de Revigny-sur-Ornain est directement liée à l'activité de fabrication de tuiles sur le site de Pargny-sur-Saulx. L'arrêté préfectoral réglementant la carrière prévoit une extraction annuelle moyenne de 200 000 tonnes. Ces dernières années, l'exploitation réelle se situe aux environs de 20 000 à 30 000 tonnes. L'exploitant envisage de déposer un dossier de porter à connaissance pour mettre à jour ses réelles conditions d'exploitation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Le contrôle a permis d'identifier que l'exploitant procède au remblaiement de la carrière par des déchets inertes externe à la carrière, ce qui n'est pas autorisé par l'arrêté préfectoral.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 1 + annexe I	/	Mise en demeure, déchets	1 mois
6	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Mise en demeure, déchets	1 mois
11	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Mise en demeure, déchets	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	/	Sans objet
3	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	/	Sans objet
5	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	/	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet

9	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet
12	Plan de gestion des déchets - rédaction et révision	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant procède l'aménagement des voiries de la carrière par des déchets de tuiles appelés casse cuite issues de son usine de Pargny sur saulx. Or, ces déchets relèvent du code 10 12 06 et sont constitués de trois argiles provenant de trois carrières différentes. Dans ces conditions, il apparaît clairement que les casses cuites sont bien à considérer comme un déchet inerte externe à la carrière. Ce code déchet n'est pas autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Les déchets inertes recensés sur le site sont les suivants : - 01 01 02 : Matériaux de découverte ; - 01 04 09 : Stériles de scalpage ; - 10 12 08 : Déchets de produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction (après cuisson) : tuiles cassées en sortie de four de l'usine Edilians de Pargny-sur-Saulx, qui met en œuvre l'argile extraite de la carrière de Revigny-sur-Ornain. Les deux premiers types de déchets sont dispensés de caractérisation au sens de la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. Pour le troisième déchet, le « casse cuite », d'une part, l'arrêté préfectoral d'autorisation du site à l'article 13-1-2 précise que « tout dépôt de matériaux non liés directement à l'exploitation est interdit », d'autre part, l'exploitant n'a pas caractérisé le déchet conformément à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Il convient de préciser que les déchets inertes mis en œuvre sur le site ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage, car ils sont utilisés à des fins de remise en état (codes 01 01 02 et 01 04 09) ou à vocation d'aménagement de voie de circulation (10 12 08). Il apparaît par conséquent que l'exploitant doit mettre à jour la situation du site vis-à-vis des apports de déchets inertes extérieurs, qui ne sont pas directement en lien avec l'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Comme évoqué précédemment, aucune zone de stockage n'est présente sur le site, puisque les déchets sont réutilisés dans le cadre du réaménagement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : La visite des secteurs réaménagés et en cours de réaménagement de la carrière, n'a pas permis de constater de désordre physique, de pollution induite, et de carence de gestion ou d'entretien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un registre. Il explique pouvoir réaliser ce suivi à partir des relevés topographiques entre les années n et n-1 et la quantité d'argile extraite sur ce laps de temps. Le PGD présenté par l'exploitant propose bien dans ses annexes un document de suivi d'apport de matériaux inertes. Néanmoins ce document n'est pas mis en œuvre dans le cadre de l'apport de casse cuite (cf. point de contrôle n°1). Si le suivi n'est pas obligatoire pour les stériles de scalpage et les matériaux de découverte, il l'est pour les casses cuites dans la mesure où ce sont des déchets extérieurs au site et non caractérisés suivant l'annexe I de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitation de carrière. L'exploitant doit mettre à jour la situation du site vis-à-vis des apports de déchets inertes extérieur au site sous un délai de un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté le plan topographique de l'année 2021. Comme précisé précédemment, les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons, ...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes (cf. article 1er de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières). A ce titre, l'exploitant est dispensé de l'obligation de matérialiser les zones de stockage temporaire sur le plan topographique précité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : S'agissant de la caractérisation, les déchets inertes résultant du fonctionnement de la carrière (01 01 02, 01 04 09) en sont dispensés au sens de la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières. S'agissant de la caractérisation, les déchets inertes importés sur la carrière (10 12 08) n'a pas été réalisée. Le PGD précise à tort que ces déchets ne sont pas visés par l'obligation de caractérisation. En ce qui concerne les quantités totales de déchets inertes estimées sur la durée d'exploitation de la carrière, celles-ci sont mentionnées dans le PGD du site. L'exploitant doit mettre à jour la situation du site vis-à-vis des apports de déchets inertes extérieur au site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le plan de gestion précise les lieux de réutilisation par type de déchets inertes. La visite sur site a notamment permis de constater l'effectivité des aménagements des pistes à partir de casse cuite « 10 12 08 ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le PGD précise, d'une part, les phases d'exploitation/traitement qui génèrent les déchets inertes, et d'autre part, les modalités de valorisation de ces derniers en fonction de leur type.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le PGD présente des informations par rapport aux éventuels impacts des déchets sur l'environnement et la santé humaine. Ces informations sont particulièrement rappelées sur l'aspect Eau pour lequel aucune atteinte n'est possible autant pour les eaux superficielles que souterraines. Un renvoi à l'étude d'impact de la carrière est effectué. La mise en oeuvre de certaines mesures a été vérifiée, notamment l'évitement de tassement du sol par un roulement excessif des engins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Le PGD, au paragraphe 4, précise à tort que le site n'est pas concerné par l'apport de déchets inertes extérieur pour le remblaiement. Concernant l'apport de casse cuite, déchet venant de l'extérieur du site, si il perdure, un contrôle visuel devra être mis en place. Par ailleurs, quelques rares déchets plastiques ont été observés sur les bords de piste. L'exploitant doit mettre à jour son PGD en conséquence et veiller à la propreté du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : La remise en état est finalisée pour une certaine surface du site et encore en cours pour d'autres, puisqu'elle est coordonnée à l'avancée des travaux d'exploitation. Les modalités de réaménagement et de valorisation des déchets inertes correspondent au PGD, mais pas aux dispositions décrites dans le dossier de demande et reprises dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter pour ce qui concerne le code déchet « 10 12 08 » casse cuite.
L'exploitant doit mettre à jour la situation de son site vis-à-vis des apports de déchets inertes extérieur au site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Plan de gestion des déchets - rédaction et révision

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Suivi du plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets "d'extraction" résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début d'exploitation. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.
Constats : L'exploitant doit actualiser son PGD en tenant compte des spécificités du site de Revigny-sur-Ornain, et notamment l'apport de tuiles cassées pour l'aménagement de la voie de d'accès à la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet